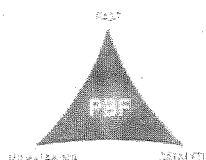


**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)

Mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)

Révision du budget ou de la durée de projet sans impact sur le coût global¹

<p>Titre du projet : Projet Intégré de Stabilisation du Nord Kalehe</p>	<p>Réциpiant UN Organization(s):</p> <ul style="list-style-type: none"> - UNDP - UNHABITAT - OIM
<p>Project Contact: 1. Mme : Priya GAJRAJ, Directeur pays PNUD (Lead) +243 974 294 941 E-mail : priya.gajraj@undp.org</p>	<p>Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (gouvernement, organisation de la société civile, etc.) :</p> <p>Gouvernement : STAREC, PNC, Services fonciers, OVD, Division provinciale des</p>
<p>UN-Habitat 2. Mr Ibrahima SAKHO, Représentant Pays +243 822897221 E-mail: Ibrahima.Sakho@unhabitat.org</p> <p>3. IOM Mr Jean-Philippe Chauzy, Chef de mission +243 82 733 98 27 Email: jpchauzy@iom.int,</p>	<p>mines, Division de l'intérieur, Ministère provincial du plan.</p> <p>MONUSCO : CAS, JCS, UNPOL, SSU</p> <p>Organisation de la société civile/ONG Nationales</p> <ul style="list-style-type: none"> - ACODEPA partenaire de l'OIM - ADMR, AVUDS et IDHE, partenaire d'UNDP - APC partenaire d'UN-HABITAT <p>Entreprises privées de construction : ENTRECOZA, GRAET et EBTP pour le PNUD SLASCO/SALAMA SHOP pour OIM</p>
<p>Numéro de projet du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires</p>	<p>Site du projet : Minova-Numbi-Ziralo dans le Nord du territoire de Kalehe, Sud-Kivu,</p>

¹ Veuillez utiliser ce formulaire UNIQUEMENT pour effectuer une demande i) de prorogation de la mise en œuvre d'un projet sans implication de coût ni modification importante du domaine de résultat visé ou ii) de réallocation budgétaire pour un même projet de budget ayant un impact d'au moins 15 % sur une ou plusieurs catégories de dépense mais sans impact significatif sur le résultat visé.

(MPTF) : 00092287 <i>Utiliser le numéro de projet actuel du MPTF</i>	RDC
Description du projet : Sécurisation foncière intégrée et stabilisation de l'axe Minova-Numbi-Ziralo	Coût total du projet : USD 4.530.552 Fonds pour la consolidation de la paix : USD 3, 623,986 Contribution du gouvernement : Services à capitaliser Autre : 906, 566 à mobiliser Date de démarrage du projet : 1 ^{er} Décembre 2014 Date initiale d'achèvement du projet : 31 Mai 2016 Nouvelle date d'achèvement : 31 Juillet 2016
« Score » d'égalité entre les sexes (« Gender Marker »)²: ___ <i>Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.</i> <i>Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.</i> <i>Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.</i> <i>Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.</i>	
Résultats du projet : Résultat 1 : Les populations et les représentants de l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour répondre aux causes des conflits, consolider la paix et créer les bases pour les institutions transparentes inclusives et effectives. Résultat 2 : La présence et la qualité de service fournie par les représentants de l'Administration contribuent à renforcer l'autorité de l'Etat et accroître la confiance des populations dans leurs institutions. Résultat 3 : Sur la base de leurs propres recommandations, la population entreprend des activités de reprise socioéconomique à petite échelle, construit la cohésion sociale malgré les chocs extérieurs, renforce la résilience au plan communautaire, ouvrant un espace pour le développement à plus long terme.	
Domaine de résultat du Fonds³ résumant au mieux l'objectif du projet : (2) Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends.	

² PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122 et tel que mandaté par le Secrétaire général dans ses Sept engagements du Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix.

³ Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants

1. Apporter un soutien à la mise en application des traités de paix et au dialogue politique (Priorité 1)

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) Etat de droit, (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration, (1.4) Dialogue politique.

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2)

(2.1) Réconciliation nationale, (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits,

3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3)

(3.1) Génération d'emplois à court terme, (3.2) Subsistance durable

4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4)

(4.1) Renforcement de la capacité nationale en services essentiels, (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale, (4.3)

Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat du Fonds)

Table des matières

Longueur maximale 5 pages

I. Raison de la révision et justification

1. Contexte du milieu

Le territoire de Kalehe a connu en général plus d'instabilité dans l'Est de la RDC plus précisément dans la province du Sud-Kivu. Ce territoire est caractérisé par des conflits locaux de nature diverse. Ils sont à la fois liés aux questions foncières, au pouvoir local et à l'identité.

Ces conflits sont nourris essentiellement par un opportunisme politique et des luttes locales autour du foncier, des ressources naturelles et du pouvoir. Ils sont aussi alimentés par l'activisme des groupes armés à caractère ethnique et la faiblesse des mécanismes institutionnels de protection des civils. Dans certains milieux, les conflits fonciers opposent les concessionnaires et les paysans sans terre.

Du fait de cette diversité, ces conflits voient naître et se développer l'implication d'une multitude d'acteurs : civils, autorités politiques et coutumières, élus locaux, militaires et, dans une large mesure, celle des membres des milices locales toujours actives dans la zone.

De ce fait, deux multiplicateurs de conflit ont été identifiés : l'impunité et la circulation d'armes légères dans la zone. Dans le contexte d'impunité, il est clair que la majorité de la population locale n'a ni le sentiment d'être protégée par la justice ni confiance en elle. Les armes alimentent les conflits et sont également un important multiplicateur de conflits et de l'insécurité dans la zone.

En outre, la situation géographique de la zone du projet laisse aussi à désirer.

Lors de la dernière réunion de coordination entre SSU, le lead du projet PNUD et les autres partenaires de mise en œuvre, l'OIM avait manifesté l'intérêt d'obtenir une prolongation sans coût de deux (2) mois supplémentaires soit du 1^{er} Juin au 31 Juillet 2016, afin de parachever les activités initialement prévues sur les activités de la réhabilitation et de l'ouverture de l'axe routier du projet.

2. La situation sécuritaire

A la définition du projet, la probabilité de la résurgence des conflits entre les groupes armés ou entre les FARDC était haute et sa gravité était aussi haute. Pour son atténuation, un mécanisme d'alerte précoce des incidents avait été mis en place. Comme on s'y attendait, durant les mois d'octobre-Novembre et décembre 2015, l'insécurité avait refait surface et des affrontements entre les FARDCs et les groupes armés Nyatura et Raiya-Mutomboki ont eu lieu sur l'axe

Numbi- Lumbishi et Ziralo. Grâce aux activités de sensibilisation qui étaient en cours sur la coexistence pacifique intercommunautaire et intracommunautaire, leur ampleur n'était pas très grande mais néanmoins, ils avaient occasionné le déplacement des populations ainsi que la suspension des activités du projet avec un impact négatif considérable sur le chronogramme initial.

3. Raisons Administratives

Lancé depuis le 1^{er} décembre 2014, le projet a été suivi et documenté par plusieurs missions de terrain avec les différents partenaires qui interviennent dans sa mise en œuvre y compris la partie gouvernementale (STAREC). IL avait été constaté que suite à l'inefficacité du partenaire AFEDEM qui avait en charge la réhabilitation de la route et l'ouverture de l'axe routier Lumbishi-Ziralo, les résultats n'étaient pas visibles et palpables. Outre son inefficacité, il était en conflit récurrent avec les leaders de la société civile, les autorités et les communautés locales bénéficiaires du projet suite au non-paiement des salaires des ouvriers qu'il employait.

Désespérés, ces derniers s'étaient constitués en un véritable groupe des vandales menant quelques fois des véritables actions de blocage de la circulation sur la route, d'intimidation et de menaces à l'égard des staffs des agences intervenant dans le projet.

Cependant, au lieu de régler ce conflit par la violence, des discussions ont eu lieu entre les représentants des bénéficiaires, les membres de la société civile, les autorités locales et l'Organisation partenaire de mise en œuvre à savoir AFEDEM. Ces dernières avaient abouti à des engagements qui malheureusement n'avaient pas été respectés par le partenaire. Après avoir perdu environ 4 mois dans les discussions sans trouver de solution au problème, il y a eu résiliation du contrat. Sur recommandation de la communauté, l'OIM a été amené à exécuter les travaux de réhabilitation de la route en régie. Il lui a fallu du temps pour se préparer à cette nouvelle option en recrutant notamment un consultant Ingénieur pour la supervision des travaux. La nouvelle stratégie mise en place par l'OIM concernant les activités de la réhabilitation et de l'ouverture de l'axe routier de la zone du projet a été lancée vers début Septembre 2015.

4. Les contraintes logistique et axes routiers

Les contraintes logistiques ont été caractérisées par :

- La saison pluvieuse quasi permanente dans la zone du projet créant des érosions et éboulements permanents (Septembre, Octobre, Novembre et Décembre 2015 ont été les mois les plus compliqués durant la saison pluvieuse) ;
- La configuration de la zone du projet a connu plusieurs variations de la nature du sol. Ce qui a fait que durant les grandes pluies pendant les quatre mois-ci haut cités, la route a été coupée à plusieurs endroits, détériorant ainsi les travaux déjà réalisés sur les ponts, les pontons et les passages sous-route.

5. Justifications en termes programmatiques :

Il ressort de la demande du consortium (PNUD, OIM et UN-HABITAT), du programme STAREC, des autorités provinciales et territoriales, de la société civile, des chefs coutumiers et d'autres partenaires, la nécessité de poursuivre et de finaliser les différentes activités qui ont été initialement prévues dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'État.

Voilà pourquoi, à quelques semaines de la fin du projet, l'OIM exprime le besoin d'obtenir 2 mois supplémentaires à savoir du 01^{er} juin au 31 juillet 2016 en vue de parachever les activités résiduelles relatives à la réhabilitation de la route et procéder à la remise des outillages aux populations habitant le long de l'axe routier en vue de la pérennisation du projet. En effet, les activités actuellement en cours à savoir la construction de 3 ponts et 10 passages sous routes sont celles qui vont garantir plus d'impact visibles et immédiat comparativement à la situation actuelle de ce tronçon routier.

De son côté le PNUD, voudrait mettre à profit ce délais pour organiser la formation de 30 éléments de la police, assurer leur déploiement sur terrain, réceptionner les bâtiments de la police en phase de finissage et les équiper. Enfin, il pourra organiser et mettre en place 3 cadres de concertation entre l'administration, la police et la communauté pour leur permettre de discuter sur la qualité des services rendus. Durant la même période, UNHABITAT pourra réceptionner le matériel topographique en cours d'acquisition et former leurs bénéficiaires à savoir les manipuler.

II. Prise en compte des leçons apprises

Les évaluations sur les couts réels de la réhabilitation et de l'ouverture de la route ont été minimisées, d'où l'insuffisance des fonds nécessaires alloués sur les activités de la route dans le cadre de ce projet. Malgré cela, l'OIM a fourni les meilleurs de soit afin de se rapprocher plus des résultats escomptés. Par conséquent, il fallait au préalable faire des évaluations fouillées avant l'adoption du budget sur la partie route.

Après la résiliation du contrat avec AFEDEM, des entretiens ont eu lieux directement avec les bénéficiaires directs du projet et les partenaires institutionnels sur leurs perceptions sur comment orienter le projet. Ces derniers avaient permis de dénicher à l'avance les différentes contraintes et d'avoir de bonnes options à suivre. Voilà pourquoi l'OIM avait adopté une stratégie de travailler et d'impliquer directement la communauté locale, les chefs coutumiers, les chefs de poste, la société civile et autres couches sociales sur toutes les activités liées à la réhabilitation et l'ouverture de la route dans la zone du projet. D'où les équipes HIMO constituées étaient venues directement des ouvriers de la même communauté locale bénéficiaire directe du projet. Malgré le

retard et quelques contraintes encourus, cette stratégie a permis de réaliser des bons résultats dans un bref délai.

Le PNUD de son côté a appris que beaucoup de jeunes éléments de la police nationale déployés dans la zone du projet n'ont pas de numéros matricules. Ce qui fait qu'ils n'ont pas rempli les critères pour bénéficier de la formation de recyclage. Pour avoir un effectif de 30 éléments à recycler, les autorités de la PNC au niveau provincial et National ont dû négliger le facteur âge en sélectionnant notamment ceux de plus de 45 ans. La formation ou recyclage des policiers devant être coordonnée par Kinshasa, les échanges entre le niveau provincial et National et le PNUD ont pris environ 6 mois rien que pour avoir la liste des 30 policiers à former. C'est ce qui explique en partie le retard dans l'organisation de cette activité. Nous avons aussi pris connaissance de l'existence d'un grand besoin en formation initiale de jeunes policiers actifs mais aussi du désir de plusieurs jeunes se trouvant dans la zone du projet à intégrer la police Nationale.

III. Activités clefs résiduelles

A l'instar des leçons apprises, des travaux planifiés initialement et de l'importance de cette route pour faciliter le désenclavement de la zone du projet, les activités ci-dessous doivent être poursuivies normalement pour attendre les résultats escomptés.

Pour l'OIM Il s'agit normalement des activités résiduelles suivantes :

- Poursuivre les travaux de construction de 2 deux grands ponts à Numbi centre, 1 grand pont à Lumbishi centre, 1 grand pont à l'entrée de Ziralo, de réhabilitation des 2 ouvrages sur l'axe Numbi-Lumbishi et de construire 10 passages sous routes (en buses métallique) sur le même axe ;
- Recharger les bourbiers et autres points critiques notamment la fameuse partie «terre rouge» sur plus ou moins 1 km;
- Assurer la continuité des travaux de casse des pierres ou par dynamitage notamment sur le tronçon Bugabo 1 – Bugabo 2 après l'agglomération de Lumbishi sur au moins 2 Km ;
- Assurer la continuité des travaux de coupe des arbres à la tronçonneuse au niveau de la petite forêt de la colline de Kafufula et de Tsambiro vers Ziralo permettant ainsi d'élargir la chaussée sur une étendue de plus de 4 Km.

Tout ceci afin d'atteindre les résultats escomptés dans le pilier II Restauration de l'autorité de l'Etat, produit 2.1.1.

Pour le PNUD, il s'agit de :

- Former ou recycler 30 agents de la PNC / juin 2016

- Organiser et mettre en place 3 cadres de concertation entre l'administration, la police et la communauté/ Juin
- Faciliter le déploiement de 30 agents recyclés de la police dans la zone du projet/ Juillet
- Réceptionner et équiper 3 bâtiments abritant la PNC et l'administration locale/ Juillet

Tout ceci afin d'atteindre les résultats escomptés dans le pilier II Restauration de l'autorité de l'Etat, produits 2.1.2 ; 2.1.3 et Produits 2.2.2 ; 2.2.3

En tant que lead du projet, le PNUD devra aussi :

- Recruter les consultants pour l'évaluation finale conjointe du projet/ juillet 2016
- Organiser l'évaluation finale conjointe du projet/aout 2016
- Elaborer le rapport final du projet
- Coordonner les activités du projet durant la période d'extension sans coût.

IV. Analyse des risques et Stratégies de leur atténuation.

a. Réponse à la situation sécuritaire

Depuis la fin des opérations militaires des FARDCs contre les différents groupes armés sur l'axe Lumbishi-Ziralo, la situation sécuritaire est revenue au calme sur cet axe car ces différents groupes armés se sont retranchés dans la province du Nord-Kivu plus précisément dans les hauts plateaux du territoire de Masisi. Ces mêmes opérations militaires ont permis de nettoyer certains axes où les coupeurs de route et hommes armés opéraient surtout sur l'axe Kalungu-Numbi. Cette amélioration de la situation sécuritaire de tout l'axe du projet a également permis aux différentes équipes HIMO et aux entreprises de construction des bâtiments de la police et du centre de négoce des produits miniers de reprendre leurs travaux normalement.

b. Réponse à l'axe routier du projet

Nous souhaitons réaliser plus des résultats durant les deux mois de prolongation car nous approchons petit à petit de la saison sèche qui comprend trois mois soit de juin à Aout. Ces mois sont les plus favorables pour la construction des ouvrages. Toutefois les parties autres fois dégradées par la pluie ont été aménagées par la construction de 33 passages sous route, 7 murs de tête, 5 ponçons réhabilités et trois ponçons construits.

Les bourbiers dus à l'éboulement ont été évacués permettant ainsi l'accessibilité à tous ceux qui utilisent cet axe (Piétons, motos et véhicules des différentes organisations œuvrant sur cet axe).

V. Impact budgétaire

Cette prolongation n'aura pas d'impact sur le budget global; cependant des révisions budgétaires

seront effectuées sur les coûts du personnel et ceux des opérations.

I. Impact sur le budget/ Non applicable

Tableau 1: Projet d'activité budgétaire indicatif¹

Résultat/numéro du produit	Nom du produit	RUNO(s)	Produit du budget	Commentaires (c.à.d. sur la justification concernant les types d'apports fournis ou le budget)
Résultat 1 : Les populations et les représentants de l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour répondre aux causes des conflits, consolider la paix et créer les bases pour les institutions transparentes inclusives et effectives.				
Produit 1.1	Une cartographie des conflits et des plans locaux de consolidation de la paix élaborée	UNHABITAT	\$79.122	En collaboration avec les leaders communautaires, 3 plans locaux de paix disponibles permettront d'avoir une feuille de route en vue de la cohésion communautaire.
Produit 1.2	5 Cadres de Dialogue et de médiation (CDM) sont mis en place	UNHABITAT	\$ 332.931	Création et appui 5 cadres de dialogue communautaire, formation, gestion d'au moins 70% des conflits en partenariat avec ONU Femmes, MONUSCO/Genre et des ONG et la réalisation des dialogues communautaires.
Produit 1.3	5 journées d'approfondissement de la réflexion sur le conflit agriculteurs-éleveurs sont organisées	FAO	\$15.000	A mobiliser
Produit 1.4	2 ateliers de formation sur les lois régissant le métayage et la gestion des	FAO	\$30.000	A mobiliser

¹ La liste des résultats du projet doit être identique à Celle figurant dans le descriptif de projet d'origine. S'il s'agit d'une demande de modification des résultats du projet, veuillez utiliser le formulaire 2.2.

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

	pâturages en RDC sont organisés			
Produit 1.5	Un cadre mixte d'échange entre agriculteurs et éleveurs est co-animé par FAO et UNHABITAT via les CDM	UNHABITAT	\$27.000	Validation des accords de la médiation entre les parties
Produit 1.6	60 membres des CDM (dont 50% de femmes et des jeunes) formés en techniques de médiation, de sensibilisation, de communication et de dialogue	UNHABITAT	\$ 231.780	
Produit 1.7	5 ateliers de formation sur la R1325 et de la R1612 (de réflexion sur la promotion des droits des enfants entre autres l'utilisation des enfants dans les GA et les carrés miniers) organisés par APC en collaboration avec les associés à la formation de UN(HABITAT en faveur des leaders communautaires, les autorités traditionnelles et les femmes membres des organisations féminines	UNHABITAT	\$38.000	
Résultat 1.2 Les chefs de groupement de Buzi et Ziralo , les représentants de l'administration territoriale foncière et les communautés endossent et prennent en compte les résultats des dialogues				
Produit 1.2.1	Les autorités locales et les communautés réfléchissent ensemble sur la cohabitation pacifique et la dynamique des groupes armés au cours de la	UNHABITAT	\$80.000	Validation des accords de la médiation entre les parties

	journée de réflexion dans les localités de Minova, Numbi et Ziralo			
Produit 1.2.2	Un système de planification des activités visant le respect, le suivi et l'archivage des actes de compromis (volet enregistrement et sécurisation alternative des droits fonciers) pour 3 sites pilotes est opérationnel	UNHABITAT	\$14.000	Validation des accords de la médiation entre les parties, enregistrement (base de données) plaidoyer pour la mise à disposition des terres au profit des groupes marginalisés
Produit 1.2.3	Au moins 50 transactions foncières sont mieux suivies par les services étatiques de l'administration foncière de kalehe/Idjwi, brigade de Minova	UNHABITAT	\$62.000	
Produit 1.2.4	Un plan d'aménagement du territoire mis en place suivant la méthodologie de développement territorial participatif et négocié permettant d'adresser entre autre la question des pâturages publics, couloirs d'accès des animaux aux points d'eau ect	FAO	\$78.000	A mobiliser
Résultat 2: La présence et la qualité de service fournie par les représentants de l'Administration contribuent à renforcer l'autorité de l'Etat et accroître la confiance des populations dans leurs institutions				
Produit 2.1	L'axe routier Kalungu-Numbi-Lumbishi – Tushunguti réhabilité et les talus de la route protégés par la végétalisation	OIM	\$ 810.000	Réhabilitation de 44 km de route (Kalungu-Numbi-Lumbishi) et ouverture de 18 km de route (Lumbishi-Tushunguti) et la végétalisation des talus Kalungu-Lumbishi-Tushunguti en lien avec

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

				AFEDEM
Produit 2.2	3 bâtiments administratifs abritant la PNC et des services administratifs de Buzi et Ziralo construits et fonctionnels	PNUD	\$ 268.000	Construction de bâtiments administratifs et de la police et équipement
Produit 2.3	Au moins 30 nouveaux agents de la PNC sont déployés par les autorités provinciales dans la zone d'intervention.	PNUD	\$2.000	Appui logistique au déploiement
Résultat 2.2				
L'Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur de services et devient moins patrimonial				
Produit 2.2.1	Des évaluations conjointes (PNUD+AT+Communautés locales,UNPOL,appui à la justice) de la performance des entités politico-administratives, de la PNC et de la justice dans la chefferie de Buhavu, des postes d,Etat de Ziralo et de Numbi sont organisées	UNDP	\$5.000	Formation avec UNPOL, mise en place de mécanisme de contrôle communautaire
Produit 2.2.2	Au moins 30 agents de la PNC et 45 agents de l'administration sont formés sur la sécurité, droits humains, le genre et la gestion des services décentralisés, la procédure judiciaire, etc.	UNDP	\$40.000	Formation avec UNPOL
Produit 2.2.3	Au moins 3 cadres de concertation entre l'administration, la police et la communauté permettent de discuter sur la qualité de service rendu	UNDP	15.000	

Résultat 3 : Sur la base de leurs propres recommandations, la population entreprend des activités de reprise socioéconomique à petite échelle, construit la cohésion sociale malgré les chocs extérieurs, renforce la résilience au plan communautaire, ouvrant un espace pour le développement à plus long terme.

Produit 3.1	Les secteurs économiques non agricoles porteurs sont identifiés dans la zone du projet	UNDP	\$5.000	Etude rapide par les contractants.
Produit 3.2	1600 membres des communautés dont 50% des femmes vulnérables et des jeunes désœuvrés sont installés dans des activités économiques porteuses	UNDP	\$ 200.000	1600 membres des communautés dont 50% de femmes vulnérables de VSBG) et des jeunes désœuvrés sont identifiés, structurés et accompagnés en AGR
Produit 3.3	Les personnes installées ont accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit (MUSO)	UNDP	\$ 5.000	Sensibilisation à l'accès aux mutuelles de solidarité

Résultat 3.2

Les zones minières de Numbi sont structurées et d'autres opportunités sont offertes aux creuseurs artisanaux diminuant les tensions dans les zones minières

Produit 3.2.1	Au moins 6 sites miniers de Numbi validés conjointement par le Ministère des mines, OIM et MONUSCO/ JMAC	OIM	\$97.000	Formalisation des 6 sites miniers dans la zone du projet, en synergie avec MONUSCO/JMAC et Ministère de mine
Produit 3.2.2	Au moins 3 coopératives de 600 creuseurs artisanaux appuyés en équipements permettant d'augmenter la production minière et la réduction des risques	OIM	\$ 221.770	En synergie avec la société civile et MONUSCO/JMAC , plus ou moins 3 coopératives minières de 600 creuseurs artisanaux sont appuyés en renforcement des capacités et en équipements.
Produit 3.2.3	1 point de vente des produits miniers est fonctionnel	OIM	\$ 103.000	
Produit 3.2.4	Au moins 300 creuseurs artisanaux clandestins sont	PNUD	\$ 70.000	Appui à 300 creuseurs clandestins et 100 femmes

**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**

	appuyés dans la mise en œuvre des activités économiques alternatives			actives dans les mines et leurs familles pour la réalisation d'activités alternatives, sensibilisation contre le VIH/SIDA et environnement.
Produit 3.2.5	Les activités économiques de 100 femmes actives dans les zones minières sont mieux structurées	UNDP	\$ 30.000	Réorganisation du secteur, formation des groupes solidaires, formation en gestion, etc.
Produit 3.2.6	Les acteurs du secteur minier et leurs dépendants dont les femmes et les jeunes sont sensibilisés sur la lutte contre le VIH/SIDA et la protection de l'environnement dans les zones minières	UNDP	\$ 10.000	Campagne de sensibilisation, outils de sensibilisation, fora etc.
Résultat 3.3				
La capacité de production du secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée en vue d'apporter des moyens de subsistance durables aux femmes et aux hommes de la zone d'intervention				
Produit 3.3.1	1500 ménages vulnérables (paysans sans terre et associations féminines) sont initiés au maraichage sur des terres marginales afin de concilier concessionnaires et paysans sans terre dans un processus win-win limitant les tensions autour de la ressource foncière	FAO	\$ 150.000	A mobiliser
Produit 3.3.2	Sept mutuelles d'élevage sont formées sur l'amélioration de la gestion des pâturages	FAO	\$ 40.000	A mobiliser
Produit 3.3.3	1500 agri-éleveurs vulnérables sont initiés à la pratique d'élevage pilotes	FAO	\$ 150.000	A mobiliser

	et en ressources foncière comme alternative aux cultures vivrières extensifs			
Produits 3.3.4	2 marchés sont réhabilités à Numbi et Lumbishi et 2 comités de gestion sont installés et formés	FAO	\$ 276.200	A mobiliser
Produit 3.3.5	15 mutuelles d'éleveurs et organisations paysannes regroupant 3000 agriculteurs et éleveurs structurés (réorganisées, dotées de documents officiels)	FAO	\$ 80.000	A mobiliser
Produit 3.3.6	40 moniteurs agricoles, vétérinaires et ruraux de l'inspection de l'agriculture et du développement rural formés sur la législation agricole et dotés de textes légaux régissant l'agriculture et l'élevage	FAO	\$ 60.000	A mobiliser
Produit 3.3.7	1 cadre de concertation /plate-forme d'échanges entre agriculteurs et éleveurs opérationnels en se basant sur la structuration des bénéficiaires en mutuelles de d'éleveurs et organisation paysannes en capitalisant la dynamique créée par les CDM	FAO	\$20.000	A mobiliser
Total ² activités			3.715.803	

² Comme il s'agit d'une demande de prolongation sans impact sur le coût global, le coût global doit demeurer identique à celui du descriptif de projet d'origine approuvé.

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

Tableau 2.1 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO³/ OIM

CATEGORIES DES DEPENSES	Budget d'origine (SUS)	Augmentation ou diminution proposées (SUS)	Nouveau budget (SUS)
1. Personnel et autres employés	144 000		144 000
2. Fournitures, produits de base, matériels	80 000		80 000
3. Equipement, véhicules et mobilier (compte tenu de dépréciation)	30 000		30 000
4. Contracts de services	810 000		810 000
5. Frais de déplacement	41 916		41 916
6. Transferts et subventions aux homologues	0		0
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	125 954		125 954
Sous-total A	1 231 870		1 231 870
Coûts indirects (B)	86 230		86 230
TOTAL (A+B)	1 318 100		1 318 100

Tableau 2.2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO⁴/UNHABITAT

CATEGORIES DES DEPENSES	Budget d'origine (SUS)	Augmentation ou diminution proposée (SUS)	Nouveau budget (SUS)
1. Personnel et autres employés	108.954		108.954
2. Fournitures, produits de base, matériels	0		0
3. Equipement, véhicules et mobilier (compte tenu de dépréciation)	66.360		66.360
4. Contracts de services	652.030		652.030
5. Frais de déplacement	64.180		64.180
6. Transferts et subventions aux homologues	0		0
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	106.309		106.309
Sous-total A	997.833		997.833
Coûts indirects (B)	69.848		69.848
TOTAL (A+B)	1.067.681		1.067.681

³ Comme il s'agit d'une demande de prolongation sans impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux indiqués dans le descriptif de projet d'origine approuvé.

⁴ Comme il s'agit d'une demande de prolongation sans impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux indiqués dans le descriptif de projet d'origine approuvé.

Tableau 2.3 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO⁵/PNUD

CATEGORIES DES DEPENSES	Budget d'origine (SUS)	Augmentation ou diminution proposée (SUS)	Nouveau budget propose (SUS)
1. Personnel et autres employés	142.000		142.000
2. Fournitures, produits de base, matériels	80.000		80.000
3. Equipement, véhicules et mobilier (compte tenu de dépréciation)	25.000		25.000
4. Contracts de services	630.000		630.000
5. Frais de déplacement	30.000		30.000
6. Transferts et subventions aux homologues	30.000		30.000
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	220.200		220.200
Sous-total A	1.157.200		1.157.200
Coûts indirects (B)	81.004		81.004
TOTAL (A+B)	1.238.204		1.238.204

⁵ Comme il s'agit d'une demande de prolongation sans impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux indiqués dans le descriptif de projet d'origine approuvé.



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies
pour la Stabilisation en République
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

MONUSCO SUD KIVU – BUKAVU OFFICE

STABILIZATION SUPPORT UNIT

NOTE TO FILE REGARDING THE NO COST EXTENSION OF PBF/IRF-97

Findings from the internal review carried out in May 2016 revealed that most activities have been successfully implemented in line with the original workplan.

However, the evaluation mission noted some delays in the implementation of some activities mainly due to:

1. Delays in procurement of global positioning system related equipment needed for required for Administrative process for the procurement of some geolocalisation materials for the civil services in charge of lands management;
2. The underperformance of a major subcontractor of IOM tasked with road rehabilitation and subsequent contractual challenges, which led to substantial delays in the rehabilitation of the road works;
3. Time consuming processes as regards the effective mobilization and cooperation of the national police (PNC).

For the above reasons, SSU South Kivu fully supports the request for a no-cost-extension, particularly with regard to the delayed road rehabilitation works under the direct responsibility of IOM. SSU does not have the technical capacity to assess whether all the outstanding road works can effectively be implemented by the end of July. However, IOM has formally confirmed that the outstanding works will be implemented by the newly proposed end date of the project.

Drafted by:	Consulted	Approved by	Suggested Distribution
Serge Yapo/SSU	UNDP UNHABITAT IOM	Kwintén Joniaux SSU Coordinator	SSU Regional PBSO UNDP / UNHABITAT/ IOM

Handwritten signature and date: 31/5/16